

<https://divergences.be/spip.php?article3974>



Brève histoire de l'objection de conscience au service militaire en Israël

- Le camp du refus Isr. Pal. -



Date de mise en ligne : vendredi 28 février 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Site Rosa Luxembourg](#)

"Parce que les soldats ne posent pas de questions"

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH225/csm_israeli_refuseniks_ca6cc5b15b-e67d2.webp]

Les refuzniks israéliens Atalia Ben-Abba, Tamar Ze'evi, Tamar Alon, Tair Kaminer et Omry Baranes lors d'une manifestation en février 2017. Photo : Idan Rimon

Les plus grands crimes de l'histoire ont tous été des crimes d'obéissance, découlant d'ordres criminels exécutés par des personnes ordinaires, pas nécessairement des sadiques ou des psychopathes.

Dans son livre bouleversant sur Adolf Eichmann, Hannah Arendt a tenté de discerner les mécanismes internes et externes qui créent un meurtrier de masse bureaucratique, un fonctionnaire du mal qui commet avec passion et ardeur des crimes atroces en vertu des ordres qu'il a reçus et de l'esprit du Führer et de l'époque. Pourtant, le véritable héros caché de son livre sur le procès Eichmann est un rebelle, un objecteur de conscience nommé Anton Schmidt [1], dont le nom est apparu presque par hasard dans l'un des témoignages du procès. Le brave soldat Schmidt, qui a aidé les Juifs du ghetto pendant son service à Vilna en 1941, en leur fournissant secrètement de la nourriture, des informations, des certificats de libération et des itinéraires d'évasion dans les forêts, était l'exact opposé du haut fonctionnaire Eichmann, le carriériste désireux d'obéir et de progresser dans la hiérarchie du mal.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L271xH400/anton_schmid__1900-1942_-_id_card-3dec4.jpg]

Anton Schmidt

Les actions de Schmidt étaient basées sur les choix d'un homme pensant librement par lui-même. En un instant décisif, il s'est transformé en rebelle, en renégat par rapport à la norme, à ses camarades, à son unité, à son armée et, en fin de compte, à sa vie. Jour après jour, pendant des mois, il s'est efforcé de sauver des Juifs persécutés, jusqu'à ce qu'il soit arrêté, jugé et exécuté en avril 1942. Dans les quelques pages qu'elle a consacrées à Anton Schmidt, Arendt a mis son livre sens dessus dessous. Ce n'est plus seulement un livre sur un mal aux proportions colossales, opaque, aveugle, qui se répand et contamine, capable de détruire un monde entier dans une routine quotidienne, mais aussi une vision passionnante de la véritable alternative, de l'histoire qui aurait pu être et qui n'a pas été.

L'objection de conscience est un phénomène rare. Rares sont ceux qui peuvent supporter le poids de son fardeau. Elle ne se produit que lorsqu'une personne se trouve poussée par le gouvernement, la loi ou certaines actions qui lui sont imposées dans un conflit intolérable avec ses opinions, ses croyances, sa personnalité et son être profond, et lorsque toutes les autres voies de résistance ont été bloquées. Une telle objection dans le contexte militaire est censée porter atteinte au devoir premier de tout citoyen - le devoir de défendre son pays - et constitue un défi au caractère démocratique de son pays.

En discutant de la question de l'objection de conscience, les penseurs de Henry David Thoreau, en passant par Arendt, Albert Camus, John Rawls, jusqu'aux chercheurs et penseurs des années 1960 et 1970, l'ont considérée comme un test fondamental de la démocratie libérale, définissant et signifiant l'essence démocratique d'un État. Selon ces critères, Israël ne passe pas le test. "La seule démocratie du Moyen-Orient", avec son éthique nationale,

étatique et militaire et la place mythologique qu'y occupe le service militaire, qui s'est vue et se voit comme une victime éternelle et comme perpétuellement menacée, piégée dans une guerre fatale et déterministe, a réussi pendant des décennies à vaincre le désir de justice et l'élan de conscience de la plupart de ses citoyens. A côté des quelques objecteurs de conscience, d'autres trouvent des voies d'évitement discrètes, appelées refus "gris".

Objection de conscience en Israël

L'histoire de l'objection de conscience en Israël, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, est l'histoire de ce qui aurait pu être et n'a pas été, à l'exception de quelques moments qui ont marqué le chemin non emprunté - comme un fantôme existant comme une menace ou une promesse dans la conscience et le discours plus que dans la réalité historique. Sur les millions d'Israéliens qui ont servi dans l'armée pendant plus de 70 ans, seuls environ 10 000 hommes et femmes ont défié l'État et l'appareil organisé de force et de violence qu'il exploite et ont refusé, pour des raisons de conscience, de servir dans l'armée, de prendre part à ses guerres ou de participer à certaines opérations et campagnes militaires[1]. L'État a persécuté ces quelques milliers de personnes, les définissant comme une menace existentielle, un danger pour l'État de droit et pour la démocratie elle-même, les jugeant et les emprisonnant, parfois pour de longues périodes de prison.

L'histoire publique de l'objection de conscience en Israël s'étend des quelques soldats de la guerre de 1948, qui ont refusé de participer à l'expulsion des Palestiniens de leurs villages et de leurs terres, aux "refuseniks" (objecteurs) dans le contexte de l'occupation et de ses guerres et opérations récurrentes dirigées contre les populations civiles, et ce jusqu'à aujourd'hui. Chaque objecteur de conscience israélien incarne une histoire de pensée et de courage civique. Leurs actes de refus, leur prise de position personnelle au vu et au su de tous, leur déclaration de vérité au gouvernement, à la majorité et à ses dirigeants, à l'esprit général, n'ont pas changé le cours de l'histoire, mais ont laissé derrière eux une trace de textes et de documents historiques, témoignages d'un choix et d'un courage personnels, et de ce qui aurait pu être.

La victoire militaire de 1967 et l'occupation des territoires palestiniens ont créé un nouveau Moyen-Orient. Avec elle, une autre armée est née, la grande victorieuse de ce qui a été défini et compris dans la conscience publique comme une guerre de survie pour la patrie, qui a empêché un nouvel Holocauste. Cette nouvelle armée a également subi un processus de sanctification. Cette profonde fracture politique a marqué le terrain de l'objection de conscience en Israël et dans ses frontières depuis le début des années 1970.

La réduction de l'objection de conscience à une question disciplinaire a empêché une discussion de principe dans les forums militaires, juridiques et politiques sur les raisons de faire la guerre, ses objectifs et la manière dont elle est menée.

Les premiers à refuser de servir dans l'armée d'occupation et au-delà de la frontière internationale reconnue d'Israël ("la ligne verte") étaient des étrangers qui n'appartenaient pas au courant sioniste dominant, des enfants de familles communistes ou d'immigrants récents. Le plus célèbre d'entre eux, considéré comme le "premier refusnik", était Giyora Neumann, un garçon maigre, fils de parents instruits, immigrés de Pologne dans les années 1950, qui avait été élevé dans le respect des valeurs humanistes et universalistes. Après avoir reçu un ordre d'incorporation à l'été 1971, il a annoncé son refus de servir dans l'"armée d'occupation". Selon lui, l'armée tout entière, en tant qu'organisation, était "souillée" par les crimes de l'occupation, et chaque soldat qui la composait - même sur le front intérieur - était complice de ces crimes, même si c'était à son insu, et les avait rendus possibles. Neumann a été jugé cinq fois par des officiers de justice subalternes, qui l'ont à chaque fois emprisonné pour une période fixe de 35 jours.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH322/giyora-neumann-site.jpg-nggid03170-ngg0dyn-530x0x100-00f0w010c010r110f110r010t010-608f7.jpg>]

Giyora Neuman Un an dans une prison militaire (photo : Martin Barzilai

Il fait l'objet de menaces et d'intimidations et la presse le dénigre[2], mais il s'en tient à son refus. Ses cinq peines d'emprisonnement totalisent 175 jours de prison, jusqu'à ce qu'il soit jugé par un tribunal militaire le 5 juillet 1972.

Les actions répressives d'Israël dans la bande de Gaza à cette époque, qui visaient à "pacifier" et à laisser une "terre brûlée", ont été le catalyseur du refus de Neumann. "Il n'y a pas d'occupation libérale et il ne peut y en avoir", a-t-il déclaré à ses juges.

L'occupation engendre la résistance, la résistance engendre l'oppression, et vice versa. Ce n'est pas ce que l'on m'a appris. À l'école comme à la maison, on m'a appris à aimer les gens, à traiter tout le monde avec respect - on nous a enseigné à quel point l'oppression et l'humiliation des autres sont méprisables. Pour autant que je sache, les actions des FDI dans les territoires occupés sont l'oppression, l'humiliation, l'expulsion et l'expatriation.

L'explication qui consiste à justifier l'occupation en affirmant que "nous sommes sur le point d'être détruits" n'a aucun fondement, a-t-il déclaré. "Je suis jugé aujourd'hui non pas parce que j'ai commis un crime, mais parce que j'ai écouté [et suivi] ma conscience". L'affaire Neumann a suscité l'indignation et des pétitions en Israël et dans le monde entier. Le tribunal militaire l'a condamné à un an de prison, mais sa peine a été ramenée à deux mois pour des raisons tactiques, afin de réduire et de faire taire les manifestations de sympathie et de soutien à son égard.

Déni de conscience

La guerre du Liban en 1982 a porté l'objection de conscience à un nouveau niveau. Dès le premier jour, la guerre a été perçue comme une guerre politique, agressive et "injuste", lancée pour de mauvaises raisons. Le ministre de la défense, Ariel Sharon, qui était le cerveau et la force motrice de la guerre, voulait avant tout éliminer les dirigeants et les élites palestiniens, qui vivaient et opéraient dans la diaspora au Liban, et établir un "nouvel ordre" au Moyen-Orient. Dans le même temps, le Premier ministre Menachem Begin a cherché à trouver un remède, bien que tardif, à son traumatisme personnel lié à l'Holocauste. "L'alternative est Treblinka", a déclaré Begin lors d'une réunion du cabinet à la veille de la guerre. Arafat se cachant à Beyrouth était comparé à "Hitler dans son bunker".

Les milliers de soldats issus de toutes les couches de la société israélienne qui ont refusé de servir dans les premiers jours et tout au long de la guerre n'ont pas eu d'incidence sur le déroulement du conflit. L'organisation Yesh Gvul ("Il y a une limite"), fondée par des jeunes gens politisés qui avaient auparavant milité pour les droits des Palestiniens dans les territoires occupés, est apparue spontanément au début de la guerre et a constitué l'expression la plus complète et la plus organisée de la défiance. "Nous avons trop tué et trop d'entre nous ont été tués dans cette guerre. Nous avons conquis, bombardé, détruit trop de gens", ont écrit les dirigeants du groupe dans une pétition ouverte contre la guerre.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH255/yesh-gvul-scaled-d7a6f.jpg>]

Yesh Gvul sur <http://www.yesh-gvul.org.il/english>

Aujourd'hui, c'est clair pour nous : Par cette guerre, vous essayez de résoudre militairement le problème palestinien. Mais il n'y a pas de solution militaire au problème d'un peuple. Nous ne nous sommes pas engagés pour imposer un "nouvel ordre" sur les ruines du Liban. Nous avons juré de défendre l'État d'Israël. Au lieu de la Paix pour la Galilée[3], vous avez apporté une guerre dont on ne voit pas la fin. Il n'y a pas de consensus national pour cette guerre sur le sol libanais, pour ces mensonges, pour cette occupation. Ramenez les soldats à la maison !

Des centaines de refuseniks, principalement des réservistes plus âgés, dont certains avaient déjà une famille, ont été jugés, condamnés et envoyés en détention ou en emprisonnement dans des prisons militaires. Leur culpabilité n'était pas due à leur conscience rebelle - cette conscience a été niée et continue d'être niée dans toutes les discussions systémiques sur l'objection de conscience, au motif qu'elle est "politique" et donc non consciencieuse, comme si la

conscience ne pouvait pas être politique, et que le politique n'était pas, par définition, consciencieux.

Qu'est-ce qui justifie que l'on se rende dans les territoires [occupés] et que l'on gouverne un autre peuple par des moyens brutaux ? Qu'est-ce qui justifie le port d'armes contre une population civile ?

Le lieutenant-colonel Eli Geva, fils d'un général et plus haut gradé des objecteurs de conscience israéliens, était un cas exceptionnel. Apolitique, il ne s'opposait pas à la guerre en principe, mais "seulement" au massacre des civils libanais et à la mort inutile de ses propres soldats, et a donc refusé l'ordre d'entrer dans Beyrouth-Ouest à la tête de sa brigade blindée. Utilisant son grade, ses relations et ses liens familiaux, Geva a tout essayé pour éviter d'entrer à Beyrouth, pour rester dans l'armée et servir comme infirmier de combat, un simple soldat, mais il a été renvoyé de l'armée sans possibilité de retour. Son refus est devenu un modèle pour de nombreux objecteurs de conscience après lui.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/eli_geva-45800.jpg]

Eli Geva sur https://en.wikipedia.org/wiki/Eli_Geva

C'était et c'est toujours la manière de l'armée, approuvée par les tribunaux, y compris la Cour suprême, d'ignorer l'objection de conscience, le concept lui-même et ce qu'il représente, niant ainsi aux objecteurs de conscience leur dignité et leur humanité en tant qu'êtres humains dotés d'une conscience et d'exigences morales. La raison acceptée pour persécuter les objecteurs de conscience est leur délinquance "disciplinaire". La réduction de l'objection de conscience à une question disciplinaire a empêché une discussion de principe dans les forums militaires, juridiques et politiques sur les raisons de faire la guerre, ses objectifs et la manière dont elle est menée. Une telle discussion est également totalement absente de la guerre actuelle qui a débuté le 7 octobre 2023.

La guerre du Liban et la répression violente et belliqueuse par Israël du soulèvement civil palestinien connu sous le nom d'Intifada, qui a éclaté à la fin de l'année 1987, ont en fait constitué une guerre continue contre le peuple palestinien. Elles ont marqué un tournant dans l'histoire du conflit - dans la persécution d'un peuple entier, dans l'usage de la violence contre la population et dans les pertes massives parmi les civils. Depuis lors, l'objectif de toutes les guerres, initiées et disproportionnées, a été de renforcer et d'approfondir l'occupation militaire des territoires palestiniens et d'empêcher tout règlement politique.

Un immense drapeau noir

A l'exception d'une certaine accalmie durant les années du gouvernement d'Yitzhak Rabin jusqu'à son assassinat le 5 novembre 1995, les années 1980 et 1990 ont été des années fastes pour l'objection de conscience. Des groupes de résistance et d'objection de conscience tels que Ad Kan ("That's It/Stop"), The Twenty-First Year [of the Occupation], Women in Black, ou Dai LaKibush ("End the Occupation") ont vu le jour et ont contesté l'armée, le gouvernement et l'occupation, ainsi que les violentes notions israéliennes de masculinité. Des centaines de refuzniks ont passé de longues périodes en prison.

La politique de punition et de vindicte de l'armée a fait de Rami Hason, un réserviste de 29 ans de Jérusalem, le Nelson Mandela local des refuzniks de l'Intifada - un symbole de la force humaine et de la liberté individuelle qu'aucune prison ne peut vaincre. C'était un jeune homme apolitique, descendant d'une vieille famille sépharade apolitique de Jérusalem. Pour avoir refusé d'être un soldat de l'oppression, il a été envoyé à plusieurs reprises en prison. "Ce n'est pas que je ne devrais pas être dans les territoires [occupés]", dit-il, "nous ne devrions pas y être". Lorsqu'on lui a demandé comment il justifiait son refus de servir dans ces territoires, il a répondu qu'il "retournait la question et demandait ce qui justifiait d'aller dans les territoires [occupés] et de gouverner un autre peuple par des moyens brutaux ? Qu'est-ce qui justifie le port d'armes contre une population civile ?". Et à la question de savoir ce qui se passerait si tous les soldats des FDI décidaient "immédiatement" de quitter les territoires occupés, il a répondu : "Je serais très heureux que cela se produise, mais je crains que ce ne soit pas réaliste".

Jusqu'à présent, Hason a été l'objecteur de conscience le plus souvent jugé. Lors de son troisième procès, il a déclaré : "Le jour viendra où mes juges seront jugés". Alors qu'il était en prison, il a écrit à ses amis le jour de l'indépendance : "Bonne fête de l'indépendance à nous et bientôt aux Palestiniens".

Même les spectaculaires manifestations de la société civile contre le coup d'État que le gouvernement antidémocratique de Netanyahou a entamé dès sa formation ont relégué l'occupation et les objecteurs de conscience à la marge, rejetant toute mention de l'occupation.

La seconde Intifada, qui a débuté au début des années 2000, a donné naissance à son propre groupe d'objecteurs de conscience, Ometz LeSarev ("Courage de refuser"). Ce groupe est le produit d'une nouvelle ère, sophistiquée, communicative et consciente d'elle-même. Ses membres se considéraient comme une unité d'élite, un groupe d'objecteurs de conscience, une force de commando chargée d'éliminer l'occupation, avec la foi et l'orgueil de réussir là où tous leurs prédécesseurs avaient échoué.

Le fondateur du groupe, David Zonsheine, lieutenant-colonel à la retraite et informaticien de profession, a déclaré à un journaliste : "Je suis la dernière cheville qui peut arrêter ce pays avant qu'il n'entre dans l'histoire". Après avoir effectué son service de réserve dans la bande de Gaza en octobre 2001, il a dirigé ses soldats dans des missions de destruction de maisons et de serres, d'arrachage d'arbres et de violence à l'égard des habitants palestiniens, "parce que les soldats ne posent pas de questions. C'est la politique et c'est ce qu'ils font" - il s'est juré d'arrêter la folie, l'apocalypse. Avec un ami, officier de réserve dans la même unité spéciale, ils ont commencé à opérer selon la méthode "un ami amène un ami" et, en janvier 2002, ils ont rendu publique une lettre de refus, publiée dans la presse.

"Nous avons été élevés, nous avons fait des dons, nous avons servi, nous nous sommes portés volontaires, nous nous sommes sacrifiés, nous avons été les premiers à accomplir chaque mission pour protéger l'État d'Israël", ont-ils déclaré.

Nous sentons aujourd'hui que les ordres que nous avons reçus là-bas [dans les territoires occupés] détruisent toutes les valeurs que nous avons intériorisées dans ce pays. [Nous comprenons aujourd'hui que le prix de l'occupation est la perte du visage humain des FDI et la corruption de la société israélienne dans son ensemble. [Nous déclarons par la présente que nous ne mènerons plus la guerre pour la paix dans les colonies, que nous ne nous battons plus au-delà de la ligne verte dans le but de contrôler, d'expulser, d'affamer et d'humilier tout un peuple.

La déclaration ne contenait rien de nouveau, mais le fait que la bannière de la rébellion ait été brandie par des personnes appartenant au noyau du sionisme travailliste servant dans l'armée, une aristocratie de service composée de membres obéissants et volontaires qui ont connu les espoirs des accords d'Oslo et leur effondrement avec l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin par un Juif nationaliste de droite, était également la preuve d'un déchirement et d'une fracture au sein de l'establishment. Ils pensaient que lorsqu'ils atteindraient 500 signatures, "ils [l'armée] devraient décider - l'occupation ou les FDI". Nombre d'entre eux ont demandé à continuer à servir dans leurs unités, uniquement à l'intérieur de la Ligne verte, et ont été rejetés.

En revanche, Ovadia Ezra, qui avait déjà refusé pendant la première guerre du Liban, a déclaré au début de 2002, après avoir purgé sa troisième peine de prison : "Je ne suis plus sioniste, je ne suis plus patriote. Si, après trois peines de prison, on ne me donne pas la possibilité de servir selon ma conscience, alors je ne veux plus servir dans cette armée". Environ 500 membres de Courage to Refuse ont été jugés et emprisonnés en 2002-2003 pour avoir refusé de servir dans les territoires occupés. Leur force rhétorique et leur statut social - tous membres d'unités de combat, souvent diplômés des meilleures écoles d'Israël et universitaires - leur ont permis de gagner de nombreux partisans et sympathisants, même dans les rangs supérieurs de l'armée. Dans le même temps, ils ont également attiré un flot de condamnations et de menaces prévisibles, telles que "déserteurs", "traîtres" ou "menace pour la

sécurité et l'existence de l'État".

La société israélienne en général n'entend pas les cris des Palestiniens, ne voit pas leurs souffrances et ne se considère pas comme la cause de ces souffrances.

Les cas d'objection de conscience qui ont suivi, principalement dans le contexte des opérations militaires violentes et meurtrières qu'Israël a menées contre la bande de Gaza et ses habitants et qui ont fait des milliers de victimes, ont été davantage des manifestations de refus, des rhétoriques de conscience et de résistance que des actes entraînant de lourdes sanctions. La plupart des objecteurs de conscience des années 2000 étaient des réservistes. Ayant appartenu aux unités les plus prestigieuses de l'armée, comme la patrouille de l'état-major général, l'immense unité de renseignement 8200, les pilotes et navigateurs de combat de l'armée de l'air, leurs manifestations de refus et de réprimande ont suscité des réactions houleuses, bien qu'éphémères.

En outre, des dizaines de femmes ont rejoint la communauté des objecteurs de conscience au cours de ces années. Lorsqu'ils refusaient de servir l'occupation, ils étaient contraints de faire face à des "comités de conscience" composés d'officiers subalternes qui manquaient de connaissances et de formation en matière de citoyenneté, de droit, de morale et de conscience (l'incarnation du terme d'irréflexion d'Arendt). Ces comités condamnaient automatiquement les objecteurs de conscience à des peines d'emprisonnement longues et répétées. L'objection de conscience et l'emprisonnement subséquent de ces jeunes femmes ont mis en évidence la faiblesse morale de la puissante armée israélienne et sa peur du miroir qui l'oblige à voir les crimes commis par ses officiers et soldats dans les territoires occupés, et donc ceux qui refusent d'être complices de ces crimes.

Rendre visible la souffrance

"Lorsque les crimes s'accumulent, ils deviennent invisibles. Quand les souffrances deviennent insupportables, les cris ne sont plus entendus", écrivait Berthold Brecht. La société israélienne en général n'entend pas les cris des Palestiniens, ne voit pas leur souffrance ni elle-même comme cause de cette souffrance parce qu'elle ne voit pas les Palestiniens, ni comme des êtres humains, ni comme un peuple ayant des droits à la vie, à la liberté, à la pensée, à la circulation, à la reconnaissance et à l'autodétermination.

Il n'entend pas les cris des Palestiniens parce que l'occupation elle-même est niée et réduite au silence de toutes les manières possibles et parce que les personnes vivant sous l'occupation sont devenues transparentes, invisibles. Même les spectaculaires manifestations de la société civile contre le coup d'État que le gouvernement antidémocratique de Netanyahou a entamé dès sa formation ont relégué l'occupation et les objecteurs de conscience à la marge, rejetant toute mention de l'occupation.

La barbarie de l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a également effacé le concept de "contexte" pour toute tentative de compréhension des dimensions de l'horreur et de la possibilité même de son occurrence. La guerre actuelle, qui a commencé par l'élimination de la puissance militaire du Hamas, est devenue depuis longtemps une cruelle guerre de vengeance, la guerre d'un tyran pour préserver son pouvoir aux dépens de ses citoyens, entraînant la destruction et la dévastation d'Israël, de la bande de Gaza et du Liban dans des proportions bibliques, ainsi que le meurtre de dizaines de milliers de civils innocents. Jusqu'à présent, durant toute cette période, une seule objection de conscience a été enregistrée, de la part d'un jeune homme, à la veille de son enrôlement dans l'armée.

[1] Il ne s'agit que d'un chiffre approximatif. L'objection de conscience se présente sous de nombreuses formes et nuances, et de nombreux cas de refus "gris" n'ont pas été définis et enregistrés comme objection de conscience[2].

[2] "Les nazis aussi étaient des idéalistes selon leurs propres critères", a écrit l'auteur Yehoshua Bar-Yosef,

Brève histoire de l'objection de conscience au service militaire en Israël

comparant l'idéalisme des objecteurs de conscience israéliens à celui des nazis et des membres du NKVD [police secrète soviétique], dans le journal israélien Yedioth Ahronoth, le 3 septembre 1971. Herzl Rosenblum a déclaré : "Nous avons le droit d'avoir nos propres prostituées, refuzniks et cambrioleurs", Yedioth Ahronoth, 9 août 1971.

[3] Note du traducteur : "Paix pour la Galilée" est le nom officiel donné à la guerre du Liban en 1982.

Post-scriptum :

*Idith Zertal est historienne israélienne et professeur à l'université de Bâle. Elle a notamment publié *Israel's Holocaust and the Politics of Nationhood* (Cambridge University Press, 2005) et *From Catastrophe to Power : The Holocaust Survivors and the Emergence of Israel* (University of California Press, 1998).*

[1] *Extrait du livre* Pendant les quelques minutes qu'il fallut à Kovner pour raconter l'aide qui avait été fournie par un sergent allemand, le silence régnait dans la salle du tribunal : comme si la foule avait spontanément décidé d'observer la minute habituelle de silence à la mémoire de l'homme dont le nom était Anton Schmidt. Et pendant ces deux minutes qui furent comme un flot de lumière projeté soudain dans une obscurité impénétrable et insondable, une seule idée, claire, irréfutable, l'évidence même s'imposait - comme tout serait différent aujourd'hui dans cette salle, en Israël, en Allemagne, dans toute l'Europe, peut-être même dans tous les pays du monde, si seulement on avait pu raconter d'autres histoires de ce genre"